

OUTILS DE PLAIDOYER DE L'INDICE OUT OF THE SHADOWS
(SORTIR DE L'OMBRE) | Plaidoyer budgétaire

Plaidoyer pour le financement

Pilier de la justice



Researched and developed by

**ECONOMIST
ENTERPRISE**



**Together
for girls**
STRENGTH IN NUMBERS

**brave
movement.**

Table des matières

Ce qu'aborde cet outil	1
Comment utiliser cet outil	2
Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?	3
Privilégiez la protection	3
Des indicateurs aux lignes budgétaires	4
Quand présenter des requêtes budgétaires	7
Comment chiffrer votre requête	8
Justifier l'investissement	11
Argument économique	12
Argument des droits et des obligations.....	15
Argument de santé publique.....	18
Votre paragraphe de proposition budgétaire	23
Comment continuer	24



Researched and developed by



Plaidoyer pour le financement

Pilier de la justice

Ce qu'aborde cet outil

Le présent document vous aide à transformer les conclusions de l'Indice en argumentaire concret en faveur d'investissements et en requête budgétaire. Il vous explique ce que les gouvernements doivent prévoir dans leur budget pour améliorer les scores des différents indicateurs, comment présenter votre requête au bon moment du cycle budgétaire, comment estimer un chiffre crédible et comment défendre cet investissement.

Un pays sur 3

a interdit les châtiments corporels
dans tous les contextes

Indicateur 4.1 de l'Indice

Un seul pays

le Rwanda est le seul à avoir fixé l'âge
du consentement sexuel à 18 ans

Indicateur 4.3.1 de l'Indice

2 pays sur 3

n'exigent pas aux fournisseurs d'accès
Internet de signaler les soupçons de
matériel d'abus sexuel d'enfants

Indicateur 4.4.2 de l'Indice

6 pays

n'ont pas éliminé les délais de
prescription pour le viol sur mineur, et
un pays sur 2 ne les a supprimés
que partiellement

Indicateur 4.6 de l'Indice

65 % des pays

ne sont pas encore connectés à la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants d'INTERPOL

Indicateur 4.7.2 de l'Indice

La moitié des pays

a obtenu un score de 0 sur 100 sur les procédures judiciaires adaptées aux enfants

Indicateur 4.8 de l'Indice

Comment utiliser cet outil

Commencez par la section qui correspond à l'étape où vous vous trouvez :

- **Vous élaborez votre argumentaire ?** Commencez par Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ? et Justifier l'investissement.
- **Vous vous préparez pour une réunion ou une proposition ?** Parcourez Des indicateurs aux lignes budgétaires pour trouver des requêtes prêtes à l'emploi, puis utilisez Votre paragraphe de proposition pour rédiger votre requête écrite.
- **Vous avez des doutes sur le moment opportun ?** Consultez Quand présenter des requêtes budgétaires pour identifier le moment idéal dans le cycle budgétaire.
- **Vous avez besoin d'un chiffre ?** Rendez-vous dans la section Comment chiffrer votre requête pour découvrir cinq approches pratiques d'estimation des coûts.

Utilisez cette fiche en complément de la Fiche de renseignements pour le contexte, du [Guide de réunion](#) lorsque vous présentez votre requête et des [Modèles de courriels](#) pour assurer le suivi par écrit.

Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?

En l'absence de budget, les lois et les politiques sont des promesses qui restent lettre morte. Les huit indicateurs du pilier de la justice de l'indice Out of the Shadows mesurent si les pouvoirs publics disposent des lois, des capacités d'application et des procédures adaptées aux enfants nécessaires pour tenir responsables les auteurs de violences sexuelles contre les enfants et protéger les enfants et les adolescent.e.s tout au long du processus de justice, y compris contre la violence sexuelle en ligne.

Même quand ces cadres existent, ils ne fonctionnent que s'ils sont financés. Chaque loi, politique, programme et service dépend d'un financement soutenu et dédié. Trop souvent, cependant, les bureaux gouvernementaux ont des difficultés à allouer un budget aux nouvelles initiatives. Cette lacune de financement figure parmi les principaux obstacles aux progrès ; et votre plaidoyer peut contribuer à la combler.

Privilégiez la protection

Parcourez les outils du Brave Movement (Mouvement Brave) suivants :

Un plaidoyer en toute sécurité, Des évènements de plaidoyer en toute sécurité et **Conseils pour des réunions tenant compte des traumatismes** afin de vous assurer que vous êtes prêt.e et que vous soutenez pleinement les défenseurs des survivant.e.s qui vous accompagnent dans notre parcours.

Consultez notre **Trousse à outils pour l'évaluation des risques** complète et envisagez de mettre en œuvre les stratégies d'atténuation recommandées.

Des indicateurs aux lignes budgétaires

Les indicateurs relatifs à la justice portent sur les lois, les politiques, les programmes et les services essentiels que les gouvernements doivent avoir mis en place pour renforcer leurs systèmes juridiques à des fins de dissuasion et de redevabilité. Le pilier de la justice compte le plus grand nombre d'indicateurs de l'Indice, ce qui reflète l'ampleur des réformes juridiques et des capacités d'application des lois nécessaires.

Utilisez ce guide pour renforcer vos demandes dans le cadre du plaidoyer. Les tableaux ci-dessous peuvent vous aider à formuler des requêtes ciblées à l'intention des décideurs du bon ministère (par exemple : Justice, Affaires sociales ou Genre), au bon moment. Vous n'avez pas besoin d'aborder tous les domaines en même temps ; identifiez celui dans lequel votre pays a obtenu le score le plus faible et commencez par là.

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
4.1 Lois contre les châtiments corporels	Les châtiments corporels sont-ils interdits dans tous les contextes, y compris à la maison ?	Ministère de la Justice / des Affaires sociales : élaboration de la législation, mécanismes d'application, campagnes de sensibilisation du public	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à la rédaction et à la mise en œuvre d'une législation visant à interdire les châtiments corporels dans tous les contextes, qui prévoit notamment des mécanismes d'application et l'éducation du public sur la discipline positive. »
4.2 Âge minimum légal pour le mariage	L'âge minimum du mariage est-il fixé à 18 ans sans exception ?	Ministère de la Justice / du Genre : réforme législative, application de la loi, éducation communautaire, systèmes d'enregistrement	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à une réforme législative visant à fixer l'âge minimum du mariage à 18 ans sans exception, en s'appuyant sur l'engagement communautaire et les capacités d'application de la loi. »

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
4.3 Lois contre la violence sexuelle à l'égard des enfants (4.3.1–4.3.7)	La législation criminalise-t-elle de manière exhaustive toutes les formes de violence sexuelle contre les enfants : avec contact physique, sans contact physique, intrafamiliale, par des personnes en position d'autorité, ainsi que la traite et l'exploitation ?	Ministère de la Justice : révision et réforme législatives, rédaction de textes juridiques, processus parlementaire, formation des magistrats et des procureurs sur les nouvelles dispositions	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à une révision législative complète afin de garantir que toutes les formes de violence sexuelle contre les enfants soient explicitement criminalisées, y compris les abus intrafamiliaux, les abus commis par des personnes en position d'autorité et tous les éléments de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. »
4.4 Lois contre la violence sexuelle en ligne (4.4.1–4.4.3)	La législation aborde-t-elle la sollicitation (grooming) en ligne, le matériel d'abus sexuel d'enfants (MASE) et les obligations de signalement des fournisseurs d'accès Internet (FAI) ?	Ministère de la Justice / des Affaires numériques / de l'Intérieur : législation sur la sécurité en ligne, capacités en cybercriminalité des forces de l'ordre, cadres de conformité des FAI, outils technologiques	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à l'adoption et à l'application d'une législation intégrale en matière de sécurité des enfants en ligne, comprenant notamment la criminalisation de la sollicitation en ligne, les délits liés au MASE et l'obligation de signalement par les FAI, avec le soutien de [nombre] enquêteurs formés en cybercriminalité. »
4.5 Extraterritorialité et extradition	Le pays a-t-il établi des dispositions complètes pour les poursuites transfrontalières en matière d'exploitation sexuelle des enfants ?	Ministère de la Justice / des Affaires étrangères : réforme législative, entraide judiciaire, mécanismes de coopération internationale	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à la réforme législative visant à garantir des dispositions complètes en matière d'extraterritorialité et d'extradition pour l'exploitation sexuelle des enfants, avec la suppression des exigences de double incrimination. »

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
4.6 Réforme des délais de prescription	Les délais de prescription pénale pour les violences sexuelles contre les enfants ont-ils été supprimés ou considérablement prolongés ?	Ministère de la Justice : réforme législative, formation du personnel judiciaire, capacité pour traiter les affaires plus anciennes	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour adopter une législation éliminant les délais de prescription pénale pour les violences sexuelles contre les enfants, en s'appuyant sur une formation du personnel judiciaire et des capacités d'enquête pour traiter les affaires anciennes. »
4.7 Services de police spécialisés (4.7.1–4.7.2)	Le pays dispose-t-il d'unités spécialisées et d'un accès à la base de données d'INTERPOL pour enquêter sur les violences sexuelles contre les enfants ?	Ministère de l'Intérieur / police : dotation en personnel, formation et équipement des unités spécialisées, accès et connexion à la base de données d'INTERPOL	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour créer et déployer au sein des services de police des unités spécialisées chargées de mener l'enquête sur les violences sexuelles contre les enfants dans [nombre] régions, en incluant la connexion à la base de données d'INTERPOL et une formation spécialisée. »
4.8 Procédures spéciales pour les enfants victimes	La législation prévoit-elle des protections adaptées aux enfants lors des interrogatoires et des témoignages ?	Ministère de la Justice / de l'Intérieur : salles d'audition adaptées aux enfants, matériel d'enregistrement vidéo, enquêteurs formés, technologie de liaison vidéo avec les salles d'audience	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour mettre en place des salles d'audition adaptées aux enfants dans [nombre] lieux, équiper les tribunaux de technologies de témoignage par vidéo et former [nombre] enquêteurs spécialisés sur les techniques adaptées aux enfants. »

Quand présenter des requêtes budgétaires

Le plaidoyer pour le financement est plus efficace lorsqu'il est synchronisé avec le cycle budgétaire de votre gouvernement. Cela signifie que les requêtes doivent être présentées aux moments clés où les gouvernements sollicitent des contributions sur le budget ou prennent activement des décisions de financement. Le tableau ci-dessous décrit ces moments clés et les mesures à prendre à chaque étape.

Étape du cycle budgétaire	Ce qui se passe	Votre action
Consultations préalables au budget	Le gouvernement sollicite les contributions des parties prenantes sur les dépenses prioritaires. Cela se produit souvent 3 à 6 mois avant la présentation du budget au Parlement pour délibération.	Soumettez une note écrite en utilisant la formulation budgétaire indiquée ci-dessus. Demandez une réunion avec un représentant du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur. Utilisez votre Trousse à outils de réunion .
Établissement du budget	Les ministères préparent leurs propositions budgétaires. C'est à ce moment-là que les postes budgétaires (types spécifiques de dépenses ou d'initiatives) sont décidés.	Collaborez avec des parlementaires alliés ou des contacts au sein des ministères pour assurer que des lignes budgétaires liées à la justice soient incluses dans le projet de budget. Apportez la formulation de chiffrage spécifique indiquée dans le tableau ci-dessus.
Examen parlementaire	Le Parlement débat et approuve le budget. Les commissions peuvent tenir des auditions.	Demandez à intervenir lors de ces auditions. Coordonnez-vous avec les partenaires de la coalition pour amplifier la requête. En ce qui concerne la législation sur la sécurité en ligne, envisagez de faire des propositions conjointes avec des partenaires du secteur technologique.
Exécution et suivi du budget	Les fonds sont (ou ne sont pas) débloqués et dépensés conformément à leur affectation.	Vérifiez si les fonds alloués sont effectivement décaissés. Utilisez les données de l'Indice comme référence. Si les fonds ne sont pas versés, soulevez cette question lors des réunions de suivi et dans des déclarations publiques.
Audit et évaluation	Rapports du gouvernement sur les dépenses. Examens par les organismes d'audit.	Demandez à accéder aux rapports sur les dépenses. Comparez les dépenses réelles aux engagements pris. Utilisez ces conclusions dans votre plaidoyer pour le cycle budgétaire suivant.

Comment chiffrer votre requête

Une demande chiffrée est plus difficile à ignorer. Même si vous n'avez pas besoin de calculer un chiffre parfait, une estimation bien argumentée étayée par une source est toujours plus convaincante qu'une requête vague. Voici cinq façons d'arriver à un chiffre crédible pour les services de justice.

- 1. Prenez comme référence un pays similaire.** Utilisez l'Indice pour identifier un pays similaire qui obtient un meilleur score à votre indicateur cible sur la justice. Étudiez ce qu'il prévoit au budget pour les unités spécialisées, les procédures judiciaires adaptées aux enfants ou la réforme législative. Présentez l'argument comme suit : « **Si [le pays similaire] finance des unités chargées des enquêtes sur l'exploitation des enfants à hauteur de [montant], [votre pays] devrait viser un investissement comparable.** »
- 2. Construisez l'estimation à partir des composantes de coût.** Décomposez votre requête en éléments fondamentaux qu'un ministère des Finances ou de la Justice pourrait reconnaître. Une estimation basée sur les composantes, même approximative, témoigne de votre sérieux.

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
4.1–4.2 Réforme juridique (châtiments corporels, âge du mariage)	Rédaction législative et processus parlementaire ; mécanismes d'application ; campagnes d'éducation du public
4.3 Lois contre la violence sexuelle envers les enfants	Révision législative complète ; conseil en rédaction juridique ; formation des magistrats et des procureurs sur les nouvelles dispositions ; sensibilisation juridique de la communauté
4.4 Lois contre la violence sexuelle en ligne	Rédaction de la législation sur la sécurité en ligne ; dotation en personnel et équipement d'unités d'enquête sur la cybercriminalité ; cadres de conformité des fournisseurs d'accès Internet (FAI) ; outils d'investigation informatique

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
4.7 Services de police spécialisés	Dotation en personnel et recrutement des unités spécialisées ; connexion à la base de données d'INTERPOL ; formation des enquêteurs ; équipement et véhicules destinés au déploiement régional
4.8 Procédures adaptées aux enfants	Salles d'audition adaptées aux enfants (modèle Barnahus) ; matériel de témoignage vidéo pour les tribunaux ; chargés d'auditions formés ; présence d'une personne de soutien ; aménagements des salles d'audience

3. Utiliser les estimations de coûts et les outils de référence publiés :

- Safe Digital Futures a rédigé [Digital futures, safe childhoods: Prioritizing child protection in Africa's budgets](#).
- Le [Barnahus model](#) européen a publié les coûts de mise en œuvre et de fonctionnement des centres de justice adaptés aux enfants qui regroupent des services d'enquête, de recueil de témoignages et de soutien.
- Le [Modèle de réponse nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect](#) fournit un cadre pour estimer les coûts des systèmes protégeant la sécurité des enfants en ligne, y compris les capacités des services de police et les obligations de signalement des fournisseurs d'accès Internet (FAI).
- La [Banque mondiale a publié des estimations de coûts sur le mariage des enfants](#) qui quantifient les retours sur investissement de la réforme juridique (indicateur 4.2). Le [dossier technique INSPIRE](#) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) inclut des orientations sur l'estimation des coûts des lois et de leur application.

4. Demandez un chiffre au gouvernement : Demandez au ministère de la Santé ou de la Justice : « **Quel serait le coût de la mise en place de procédures spéciales adaptées aux enfants victimes de violences sexuelles dans le système de justice pénale de chaque district ?** » Cette stratégie transfère la charge de l'estimation des coûts à l'acteur ayant accès aux données sur le système judiciaire, crée une trace écrite et, si le ministère ne peut pas répondre et notamment s'il avait pris un engagement en ce sens, devient un argument de plaidoyer en soi : le gouvernement n'a pas chiffré sa propre promesse.

5. Utilisez un cadrage en pourcentage ou par rapport à une référence : Lorsque des chiffres exacts ne sont pas disponibles, les requêtes proportionnelles apportent tout de même de la précision : « **Nous vous invitons à allouer au moins [X] % du budget de la justice à des unités ou des agents spécialisés au sein des services de police** » ou « **Veillez garantir que les poursuites pour crimes de violence sexuelle contre les enfants reçoivent au moins [X] % des dépenses globales de la justice.** »

N'OUBLIEZ PAS :

Les gouvernements utilisent des estimations approximatives aux premières étapes de l'élaboration du budget. Votre rôle est de veiller à ce que la requête soit **suffisamment précise pour être réalisable et suffisamment fondée pour être prise au sérieux.**

Justifier l'investissement

Les décideurs politiques réagissent à différents types d'arguments. Vous n'avez pas besoin de recourir aux trois stratégies fournies : choisissez celle qui portera le mieux auprès de votre auditoire et trouvez les données qui la rendent concrète dans votre contexte.

QUEL ARGUMENT POUR QUEL PUBLIC ?

- **Ministères des Finances, Trésor, commissions budgétaires, bailleurs de fonds** → Mettez en avant l'argument économique
- **Parlementaires, organismes de défense des droits humains, mécanismes régionaux** → Mettez en avant l'argument des droits
- **Ministères de la Santé et délégations, agences de santé publique** → Mettez en avant l'argument de santé publique
- **Publics mixtes** → Combinez deux arguments : « Il s'agit à la fois d'une obligation légale et d'un investissement intelligent. »

Sous chaque argument, nous présentons des exemples de données réelles provenant de différentes régions. Votre tâche : trouver l'équivalent pour votre pays. Les données nationales sont toujours plus convaincantes que les moyennes mondiales.

ARGUMENT ÉCONOMIQUE

Message fondamental : Lorsque les systèmes de justice échouent à protéger les enfants, les gouvernements paient le prix fort. Chaque affaire qui n'aboutit pas parce que la loi est floue, chaque enfant qui abandonne parce que la procédure est trop traumatisante, chaque auteur de violences qui récidive parce qu'il n'a jamais été poursuivi : ce sont là des coûts que l'État doit absorber dans les budgets de santé, d'aide sociale, d'éducation et de maintien de l'ordre pendant des années. Investir dans la réforme juridique, les enquêteurs spécialisés et les procédures judiciaires adaptées aux enfants coûte moins cher que de payer les conséquences de l'impunité.

Exemples de données réelles — trouvez l'équivalent pour votre contexte :

Le coût des lacunes juridiques :

- **Mariage des enfants :** La Banque mondiale estime que le mariage des enfants pourrait coûter des milliers de milliards de dollars aux pays à revenu faible et intermédiaire d'ici 2030 en raison de son impact sur la croissance démographique, l'éducation et les revenus. Les femmes qui se marient dans l'enfance ont, en moyenne, des revenus inférieurs de 9 % à ceux qu'elles auraient obtenus si elles s'étaient mariées plus tard. Rien qu'au Nigeria, cela équivaut à 7,6 milliards d'USD par an en pertes de revenus et de productivité d'après la Banque mondiale. L'élimination du mariage des enfants permettrait aux pays d'économiser 5 % ou plus de leur budget consacré à l'éducation d'ici 2030.¹ Fixer l'âge légal minimum du mariage à 18 ans sans exception (indicateur 4.2) est l'une des réformes juridiques les plus rentables qui existent.

1 Quentin Wodon et coll., Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report, édition de la conférence (Washington, DC : Banque mondiale et Centre international de recherche sur les femmes, 27 juin 2017)

- **Violence sexuelle en ligne dans l'enfance** : L'Alliance mondiale

WeProtect estime que la violence sexuelle en ligne touche plus de 300 millions d'enfants dans le monde entier chaque année.² L'application de la loi, la responsabilité des plateformes, les services destinés aux victimes et la perte de productivité qui sont associés aux infractions en ligne représentent des coûts considérables, qui ne cessent d'augmenter à mesure que l'accès au numérique s'étend. La couverture juridique de la sollicitation (grooming), du matériel d'abus sexuel d'enfants (MASE) et des obligations de signalement des fournisseurs d'accès Internet (indicateur 4.4) constitue le fondement de toute intervention efficace.

- **Abandon des poursuites** : Lorsque des affaires n'aboutissent pas en raison de lois floues, d'enquêteurs non formés ou de procédures qui retraumatisent les enfants, l'État perd son investissement dans le maintien de l'ordre, les poursuites et le temps passé devant les tribunaux ; et l'enfant revient dans le système de prestation de services sans obtenir de résolution. Chaque poursuite qui échoue représente un coût assumé deux fois : une fois pour la tentative, et une nouvelle fois du fait des conséquences persistantes de l'impunité.

2 Childlight, « Executive Summary » dans [Into the Light Index](#) (2024)

Le retour sur investissement de la justice :

- Le modèle européen Barnahus (« Maison des enfants ») assure des processus d'enquête et de recueil de témoignages adaptés aux enfants en un seul lieu. Il s'est avéré efficace pour réduire le nombre d'interrogatoires subis par l'enfant, augmenter les taux de poursuites et réduire les coûts en regroupant des services qui, autrement, seraient répartis entre la police, le système de santé et les services sociaux (indicateur 4.8).
- Les pays qui ont mis en place au sein des services de police des unités spécialisées chargées des violences sexuelles contre les enfants (indicateur 4.7) font état de taux de résolution des affaires plus élevés et d'une utilisation plus efficace des preuves d'investigation numériques. Cela réduit le coût global par affaire tout en améliorant les résultats.³
- L'élimination des délais de prescription pour les violences sexuelles contre les enfants (indicateur 4.6) lève un obstacle arbitraire qui rend vain l'investissement déjà réalisé lors du signalement initial d'une affaire.

³ Voir, p. ex., département de la Justice des États-Unis, Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance, Programme de groupes de travail sur les crimes contre les enfants facilités par Internet (ICAC d'après l'anglais) : au cours de l'exercice 2024, 61 groupes de travail ICAC spécialisés ont mené environ 203 467 enquêtes, entraînant plus de 12 600 arrestations [Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance](#). Voir également INTERPOL, base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE d'après l'anglais).

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Votre pays a-t-il mené une enquête sur la violence contre les enfants et les jeunes (VACS d'après l'anglais) ? Consultez le [tableau de bord des données de VACS | Together for Girls](#) pour voir si ces données sont disponibles.
- Quels sont les coûts des poursuites concernant des affaires de violences sexuelles pour les services de police et les tribunaux ? Comparez ce montant au coût des unités spécialisées qui ont démontré qu'elles amélioreraient les taux de condamnation.
- Une étude nationale a-t-elle estimé le coût économique du mariage des enfants, de la violence sexuelle en ligne ou de la traite ? Ces informations renforcent l'argumentaire en faveur de l'investissement dans la réforme juridique.
- Si aucune donnée nationale n'existe, cela constitue en soi un argument de plaidoyer puissant : « Nous ne pouvons pas intentier des poursuites sur un délit contre lequel nous n'avons pas légiféré, et nous ne pouvons pas faire appliquer ce que nous n'avons pas financé. »

ARGUMENT DES DROITS ET DES OBLIGATIONS

Message fondamental : Les enfants et les adolescent.e.s ont droit à la justice. Au-delà du droit à la protection contre la violence, le gouvernement a l'obligation de garantir l'accès à un système judiciaire qui reconnaît ce qui s'est passé, tient les auteurs pour responsables et traite les enfants avec dignité tout au long de la procédure. Les gouvernements qui ont ratifié des instruments internationaux l'ont déjà accepté. Les lignes budgétaires sont ce qui permet de concrétiser cette acceptation.

Obligations auxquelles votre gouvernement a probablement adhéré :

- **Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), article 34** : Les États doivent protéger les enfants contre toutes les formes de violence sexuelle.
- **CIDE, article 35** : Les États doivent prendre des mesures appropriées pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants.
- **CIDE, article 12** : Les enfants ont le droit d'être entendus dans les procédures judiciaires, ce qui exige des investissements dans des procédures adaptées à leur âge (indicateur 4.8).
- **Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène les enfants (PFVE)** : Exige une législation pénale complète couvrant les délits avec et sans contact physique, y compris l'exploitation en ligne (indicateurs 4.3, 4.4, 4.5).
- **Objectif de développement durable (ODD) 16.2** : Mettre fin à toutes les formes de violence contre les enfants.
- **ODD 16.3** : Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité ; il s'agit de la cible des ODD la plus directement pertinente pour ce pilier.

Instruments régionaux — trouvez ceux que votre pays a signés :

- **Afrique** : Articles 16 et 27 de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant (CADBE) ; Protocole de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) sur le genre et le développement, Politique de l'enfant de la Communauté de l'Afrique de l'est (CAE).
- **Asie-Pacifique** : Déclaration de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN d'après l'anglais) sur l'élimination de la violence contre les enfants ; Convention de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC d'après l'anglais) pour la promotion du bien-être de l'enfant.
- **Amérique** : Belém do Pará Convention; Organization of American States (OAS) Resolution on the Rights of the Child.
- **Europe et monde entier** : Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ; Convention de Budapest sur la cybercriminalité.
- **Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CNUCTO)** et son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme).

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Quand votre pays a-t-il ratifié le Protocole facultatif à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (PFCIDE) ? Qu'a recommandé le Comité sur les droits de l'enfant en ce qui concerne la justice et la réforme juridique lors du dernier Rapport périodique ?
- Votre pays a-t-il ratifié la Convention de Lanzarote ou la Convention de Budapest ? Dans le cas contraire, la ratification est en soi une requête concrète de plaidoyer.
- Votre pays a-t-il approuvé le Modèle de réponse nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect ? Ce cadre renvoie directement aux indicateurs sur la justice en ligne.
- Votre pays a-t-il pris des engagements dans le cadre de la [Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants \(EVAC d'après l'anglais\)](#) ou de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) ? Les engagements portant sur la réforme juridique dépourvus des lignes budgétaires correspondantes sont un solide levier de redevabilité.

ARGUMENT DE SANTÉ PUBLIQUE

Message fondamental : La justice est une intervention de santé. Lorsque les enfants sont retraumatisés par le processus judiciaire, leur état de santé empire. Lorsque les auteurs ne sont pas tenus pour responsables, ils récidivent et davantage d'enfants subissent des préjudices, ce qui affecte leur bien-être mental et physique. Investir dans des procédures judiciaires adaptées aux enfants, des enquêteurs spécialisés et des cadres juridiques clairs revient à investir dans la prévention et le rétablissement.

La justice en tant que déterminant de la santé :

- **Retraumatisation** : Les recherches montrent systématiquement que les enfants et les adolescent.e.s qui sont contraints de témoigner à plusieurs reprises, de faire face à leur agresseur au tribunal ou de subir des procédures d'enquête conçues pour les adultes présentent des résultats de santé mentale plus défavorables. Cela inclut notamment des taux plus élevés de stress post-traumatique, de dépression et d'anxiété.⁴ Les procédures adaptées aux enfants et aux adolescent.e.s (indicateur 4.8) constituent une nécessité clinique.
- **Mariage des enfants et santé** : Le mariage des enfants est associé à des taux plus élevés de complications liées à la grossesse, de mortalité maternelle, de violence perpétrée par un partenaire intime, de dépression et de suicide.^{5 6} L'âge légal minimum du mariage (indicateur 4.2) est un levier de santé publique ainsi qu'une norme en matière de droits.

4 Center for Substance Abuse Treatment, [Trauma-Informed Care in Behavioral Health Services](#), série des protocoles d'amélioration des traitements (TIP d'après l'anglais), n° 57 (Rockville, MD : Substance Abuse and Mental Health Services Administration, 2014), sec. 1, « A Review of the Literature »

5 Girls Not Brides, [Child Marriage and Maternal Health: We Must Address Child Marriage and Support Child Brides if We Are to Improve Maternal Health](#) (Londres : Girls Not Brides, novembre 2019)

6 A. J. Gage, « [Association of Child Marriage with Suicidal Thoughts and Attempts among Adolescent Girls in Ethiopia](#) » *Journal of Adolescent Health* 52, n° 5 (mai 2013) : 654 à 56

- **Impunité et récidive** : Lorsque les auteurs ne sont pas poursuivis, parce que les lois sont floues, que les enquêteurs ne sont pas formés ou que les affaires n'aboutissent pas, les taux de récidive restent élevés. Chaque nouveau délit produit de nouvelles victimes et de nouveaux survivant.e.s qui ont besoin de services sanitaires, psychosociaux, juridiques, judiciaires et de protection de l'enfance. Investir dans des services de police spécialisés (indicateur 4.7) et dans des définitions juridiques claires (indicateur 4.3) permet de réduire le fardeau social et de santé publique actuel.
- **Châtiments corporels** : Les preuves établissant un lien entre les châtiments corporels et des conséquences néfastes sur la santé mentale des enfants sont bien établies, et les enfants victimes de violence physique sont nettement plus susceptibles de subir d'autres formes de violence, y compris les violences sexuelles. L'interdiction dans tous les contextes (indicateur 4.1) est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé comme une mesure de santé publique, ainsi qu'un facteur de protection contre le cumul de violences qui alimente la demande de services de crise.⁷

⁷ Organisation mondiale de la santé. [Corporal punishment of children: the public health impact](#) Voir également Finkelhor, D., et coll, OJJDP [Polyvictimization: Children's exposure to multiple types of violence, crime, and abuse](#). Juvenile Justice Bulletin, NCJ 235504. (2011).

Pourquoi la réforme de la justice est un investissement en santé :

- Le modèle Barnahus démontre que lorsque le processus judiciaire est conçu autour de l'enfant ou de l'adolescent.e, avec un lieu unique, des enquêteurs formés, des témoignages enregistrés, un soutien sanitaire et psychosocial intégré, celui-ci se rétablit plus rapidement et nécessite moins d'interventions de suivi. Cela réduit la demande en services de santé au fil du temps.
- Lorsque la réforme des délais de prescription permet aux victimes et aux survivant.e.s adultes de poursuivre des actions en justice (indicateur 4.6), elle leur permet également d'accéder à des services et à une reconnaissance qui favorisent le rétablissement à long terme. Ainsi, les coûts de santé chroniques associés aux traumatismes non résolus diminuent.
- La coopération transfrontalière en matière de violence sexuelle en ligne (indicateurs 4.4, 4.5) favorise le retrait rapide du matériel d'abus sexuel d'enfants. Cela constitue en soi une mesure de santé publique, car il a été démontré que la poursuite de la circulation des images aggrave le traumatisme subi par l'enfant représenté.

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Votre pays figure-t-il au [tableau de bord sur les données de VACS | Together for Girls](#), qui inclut notamment les résultats en matière de santé mentale d'enfants qui ont subi des violences sexuelles ? Ces données établissent un lien direct entre les lacunes en matière de justice et la demande de services de santé.
- Votre pays dispose-t-il de données sur les taux de condamnation pour violences sexuelles contre les enfants ? Les taux faibles révèlent des lacunes en matière de justice et de santé.
- Votre pays fournit-il des services intégrés pour les victimes et les survivant.e.s impliquant plusieurs secteurs (p. ex., santé, soutien psychosocial, protection des enfants, assistance juridique, justice), à l'instar de modèles de type guichet unique ou Barnahus ? [voir indicateur 3.2 de l'Indice] Dans le cas contraire, il s'agit d'une requête d'investissement concrète, étayée par des preuves solides.
- Si aucune donnée n'existe, utilisez le score de l'Indice : « [Le pays] obtient un score de [X] sur les procédures spéciales pour les enfants survivant.e.s. Cela nous indique que le système judiciaire pourrait aggraver les dommages plutôt que soutenir le rétablissement. »

Votre paragraphe de proposition budgétaire

Remplissez les espaces vides ci-dessous pour créer un paragraphe que vous pourrez inclure dans une demande écrite, une lettre ou une note d'orientation.

L'indice Out of the Shadows montre que **[pays]** obtient un score de **[score]** sur le pilier de la justice, qui évalue si un pays dispose des lois, des capacités d'application et des procédures adaptées aux enfants pour protéger les enfants et les adolescent.e.s contre la violence sexuelle et tenir les auteurs responsables.

La principale lacune identifiée est **[décrire l'indicateur avec le score le plus faible et ce qu'il signifie en pratique — par exemple : « la loi ne criminalise pas la sollicitation en ligne à moins qu'une rencontre physique n'ait été prévue, ce qui prive les enfants d'une protection juridique contre la forme la plus courante de manipulation en ligne »]**. Pour combler cette lacune, nous demandons que **[le prochain budget / les estimations supplémentaires / le plan sectoriel]** comprenne(nt) une allocation dédiée de **[montant ou description]** pour **[ligne budgétaire spécifique tirée du tableau ci-dessus — par exemple : rédaction législative et révision parlementaire des dispositions sur la sollicitation en ligne, ou mise en place d'une unité spécialisée chargée des enquêtes sur l'exploitation des enfants]**.

Cet investissement permettrait à **[pays]** de s'aligner sur **[pays comparable ou moyenne régionale / normes internationales / exigences de la Convention de Lanzarote / obligations de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE)]** et de renforcer à la fois le cadre juridique et les capacités opérationnelles nécessaires pour rendre justice aux enfants.

Comment continuer

Cet outil budgétaire vous aide à traduire les scores de votre pays en requêtes de financement spécifiques et chiffrées sur lesquelles votre gouvernement peut agir. Les autres composantes de la trousse à outils vous aident à transformer ces données en actions :

Composante	Fonction
Guide de réunion	Script pour une réunion de 10 minutes, intervention de 2 minutes, questions sur la redevabilité
Modèles de courriels	Courriels de prise de contact et de suivi prêts à être adaptés
Fiche de renseignements	Contexte sur ce qu'évalue le pilier de la justice et le mode de calcul des scores. Cela peut vous préparer à utiliser le présent outil budgétaire